

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Français]

LES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 58 DU RÈGLEMENT—
LES POSSIBILITÉS D'EMPLOI POUR LES CANADIENS

La Chambre reprend l'étude interrompue de la motion de M. Crombie:

Que la Chambre reproche au gouvernement de ne pas avoir, de propos délibéré, créé des possibilités d'emploi pour les Canadiens.

L'hon. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, venant moi aussi d'une province qui a un taux de chômage assez élevé, je voudrais bien profiter de cette journée de l'opposition, de la motion de mon collègue, le député de Rosedale (M. Crombie), motion qui, à mon avis, est fort à point, compte tenu de l'importance de ce problème, de ce malaise, de ce dilemme, de cette catastrophe qu'on appelle le chômage au Canada. J'avoue que j'ai été renversé d'entendre dire du côté ministériel qu'on n'avait pas trouvé les propositions suffisantes pour redresser la situation actuelle. J'ai été également surpris et désappointé des deux discours que je viens d'entendre. D'abord le secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor (M. Kelly) nous dit qu'il lui faudrait des alliés plutôt que des adversaires. Il a quand même eu le Nouveau parti démocratique comme allié assez longtemps. S'ils n'ont pas su en profiter, j'ose espérer que le Nouveau parti démocratique ne commettra jamais plus cette faute d'appuyer ce gouvernement qui nous a trahis depuis fort longtemps. Il a également tenté, comme le ministre que j'ai écouté tantôt, de répéter aux Canadiens que ce n'est pas la faute du gouvernement. La situation est tellement difficile que cela dépend absolument des voisins, et que ce gouvernement n'a aucune sorte de responsabilité à assumer vis-à-vis la situation actuelle. Bien c'est ce qu'on pourrait appeler un gouvernement d'irresponsables, un gouvernement d'incompétents.

Là je ne pense pas aujourd'hui, avec l'exercice que ce gouvernement nous a prouvé depuis 15 ans, que les Canadiens acceptent les faibles arguments qu'ils ont avancés pour défendre la situation actuelle. Bien sûr, mon préopinant a parlé des prévisions budgétaires pour les 4 ou 5 prochaines années, qui sont de l'ordre de milliards et de milliards de dollars. Il y a 15 ans, je pense que le budget était d'environ 10 milliards de dollars. On en a un de 60 milliards de dollars, et cela a donné quoi, monsieur le président, 300,000 chômeurs en 1968, et au-delà d'un million en 1982. Alors je me demande, avec les 60 milliards de dollars dont il est question pour les prochaines années, quel sera le nombre de chômeurs, ayant la même philosophie et le même gouvernement.

J'écoutais le ministre également dire qu'il a proposé un grand nombre de programmes. Comme il est à la Chambre aujourd'hui, j'aimerais lui dire qu'il n'a pas changé un iota de la philosophie de ses prédécesseurs. Il n'a fait que cautionner un gouvernement qu'il doit défendre par la force des choses. Il ne devrait pas être heureux aujourd'hui de faire face à la population canadienne à la suite des résultats que ce gouvernement est obligé d'accepter. Mais il n'a fait que poursuivre une philosophie qui conduit ce pays à la faillite. Les efforts du ministre, je ne les mets pas en doute. Les programmes du ministre actuellement sont nettement insuffisants pour redresser la situation. Ils sont nettement insuffisants pour éviter la

L'emploi

perte de 175,000 emplois dans les prochains mois. Le ministre peut nous parler de formation professionnelle, mais il devrait se rendre compte que l'absence de ces programmes, il y a 5 et 10 ans, est exactement la cause de la situation d'aujourd'hui. On nous dit que ce pays est le meilleur créateur d'emplois comparé à d'autres pays industriels, mais en même temps le pays où on a le plus haut taux de chômage. Et mon préopinant ne comprend pas comment il se fait qu'on soit dans une situation semblable.

● (1650)

Si on avait prévu des programmes de formation, si l'on avait fait une recherche plus poussée vis-à-vis la modernisation de nos usines, de notre industrie traditionnelle il y a dix ans, on ne serait pas dans une telle situation, ce qui fait que lorsqu'on crée un emploi on en perd deux dans la même journée. Je pense que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy) devrait comprendre cela, et plutôt que de nous demander de l'excuser, comme l'a fait le député tantôt, il faudrait leur pardonner cette incompétence. Il faudrait dire aux Canadiens: Vous savez, les libéraux sont les seuls possesseurs de la vérité, et il faut quand même comprendre qu'ils n'ont pas fait exprès pour créer tout ce mal dont les Canadiens souffrent aujourd'hui. Je regrette, monsieur le président! Je pense que de jour en jour nous avons ce devoir, nous de l'opposition, de faire connaître aux Canadiens cette catastrophe et cette faillite monumentale sur le plan économique.

On a réussi pour un certain temps à se débarrasser de la discussion sur la Constitution, parlons maintenant de pain et de beurre. Tous les jours nous recevons des mauvaises nouvelles à la télévision, à la radio, dans les journaux, et la population est inquiète et incertaine. Il y a à peine un an, ou un an et demi, nous avions des milliers de chômeurs qui espéraient encore se trouver un emploi, mais aujourd'hui, ce sont des milliers de personnes qui sont encore au travail mais qui ont une peur terrible de perdre leur emploi. Cette insécurité ne peut pas continuer, monsieur le président! Et le ministre, comme les membres du gouvernement, vont nous demander de les aider. Ils ont fait preuve d'une incompétence, et nous avons définitivement le devoir de les condamner et de les dénoncer à la face du grand public. Ce sont des gens qui ne méritent plus la confiance de la population canadienne. Ce sont des gens dont le style d'administration, dont les compétences ne répondent pas aux besoins du Canada d'aujourd'hui.

Cette semaine, au moment où je parle, nous avons une conférence fédérale-provinciale qui n'est peut-être pas encore terminée. Dix premiers ministres des provinces se sont unis pour dénoncer la politique du gouvernement fédéral relative à la situation économique. Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration va tenter de nous dire qu'il a raison, mais là ce ne sont pas les députés de l'opposition officielle, ce sont dix premiers ministres de dix provinces qui dénoncent actuellement et qui demandent au gouvernement de mettre sur pied un plan d'urgence. Il est certain qu'on va nous répéter leur bonne volonté, leurs bonnes intentions, des programmes encore une fois à coups de millions! Ce qui presse, monsieur le président, c'est un plan d'urgence afin de freiner l'hémorragie de fermetures d'usines actuellement au Canada. Et le Québec, pour sa part, y goûte fort.

Monsieur le président, aucune mesure dans le budget nous permet d'espérer qu'on réglera ce problème à court terme.